



RESUME DU RAPPORT SUR L'INDUSTRIE DU BOIS PRESENTE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

A la suite d'un rapport publié par une ONG internationale sur l'exploitation forestière en République Centrafricaine et les éventuelles conséquences désastreuses que provoquerait ce rapport sur l'économie centrafricaine, le Gouvernement de la RCA, à travers le Ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche a décidé de soumettre un rapport à l'attention de ces partenaires et de la communauté internationale.

L'industrie du bois est un des rares secteurs formels productifs à avoir résisté à la crise politico-militaire de 2013 et 2014, les conséquences désastreuses d'un boycott du bois centrafricain amènent le Gouvernement de Transition de la RCA à soumettre à l'attention de ses partenaires les éléments d'information sur sa politique forestière.

Les grandes lignes développées dans ce Rapport sont les suivantes :

- 1 : le bois centrafricain n'est pas du bois de sang ;
- 2 : le bois centrafricain n'est pas illégal ;
- 3 : les bases d'une politique forestière centrafricaine ;
- 4 : les conséquences d'une disparition de la filière bois centrafricain;
- 5 : la conclusion.

Point 1 : Le bois centrafricain n'est pas du bois de sang

L'analyse contextualisée des allégations de l'ONG sur la situation de l'industrie du bois, dans la période 2013-2014, qu'il s'agisse de liaisons structurelles supposées entre la filière et les rebellions, du financement des groupes armés spécifiquement par le transport du bois ou la protection des installations industrielles, du paiement au Trésor Public des taxes d'exportation, montre que les bois centrafricains ne peuvent en aucun cas être assimilés à des « bois de sang » comme il a été le cas au Liberia.

En Effet, Malgré les événements de 2013-2014, la RCA n'a pas connu les massacres des guerres civiles libériennes pendant 20 ans.

Le Gouvernement de Transition qui a perçu les taxes d'exportation de bois est un Gouvernement reconnu par la communauté internationale. Ces taxes douanières étaient perçues par le bureau BIVAC (succursales du Bureau Veritas en RCA) et ces taxes sont automatiquement versées au Trésor Public.

Les rackets instaurés par les éléments de la SELEKA sur les véhicules de transport de bois à l'exportation concernaient tous les autres véhicules y compris ceux transportant des frais pour les Nations Unies (HCR, PAM etc.).

Point 2 : le bois centrafricain n'est pas illégal :

Les bois centrafricains exportés depuis 2013 ne peuvent pas être considérés comme illégaux, ni comme de bois de conflits et les industries de bois n'ont pas participé à financer les conflits. Suite à cette pratique le Département des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche exprime sa vive indignation et tient faire la mise au point suivante :

Le patrimoine forestier centrafricain représente une source économique exceptionnelle pour le pays. C'est ainsi que l'Etat a décidé de bien gérer cette ressource pour qu'elle soit en mesure de pousser vers l'avant l'économie nationale et d'améliorer l'image internationale du pays. C'est ainsi que les enjeux de la forêt centrafricaine dépassent largement la dimension environnementale ou socio-économique et revêtent une importance stratégique de taille.

L'octroi d'une concession forestière appelée Permis d'Exploitation et d'Aménagement en abrégé PEA est limité aux sociétés qui s'engagent à mettre en œuvre un plan d'aménagement. L'aménagement des forêts consiste à valoriser et à conserver les écosystèmes forestiers en vue de leur exploitation rationnelle et durable.

Ainsi la forêt du sud-ouest, où sont cantonnées les exploitations forestières, est répartie en 14 PEA attribués à 11 sociétés différentes légalement constituées.

Le Permis d'Exploitation et d'Aménagement (PEA) est une autorisation administrative délivrée par un Décret pris en Conseil des Ministres sur rapport du Ministre en charge des Forêts.

L'attribution d'un PEA se fait par la procédure d'Appel d'Offres lancé par le Ministre en charge des Forêts et publié conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics.

C'est justement fort de ces atouts que le Gouvernement de la RCA a signé avec l'Union Européenne un Accord de Partenariat Volontaire dans le cadre du processus FLEGT.

Point 3 : Les bases d'une politique forestière centrafricaine

La RCA n'est pas un Etat fantôme car depuis plus de trente ans, elle fait preuve d'une réelle continuité dans l'action, en mettant en œuvre une politique forestière souvent novatrice. Si l'action de l'Administration forestière n'est pas sans reproche, il est certainement exagéré de ne pas prendre en compte les actions très concrètes qu'elle a menées et mène pour une gestion durable de la ressource forestière du pays.

La politique forestière centrafricaine s'inscrit dans la logique d'une utilisation durable des ressources forestières, bois d'œuvre, mais également bois énergie, produits forestiers non ligneux ou faune sauvage. Elle s'appuie sur le plan de convergence régional élaboré par la COMIFAC (Commission des Forêts d'Afrique Centrale), mis en œuvre depuis le début des années 2000.

En 2011, la RCA a également été l'un des premiers pays d'Afrique centrale à s'engager résolument dans le processus FLEGT pour permettre l'accès sécurisé de sa production forestière aux marchés européens.

Une convention de financement avec la Commission Européenne pour l'appui à la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Volontaire (APV FLEGT), d'un montant de 6,7 millions d'euros a ainsi été signée le 21/12/2012, malheureusement juste avant le déclenchement de la crise armée qui en a bloqué l'exécution pendant deux ans.

Cependant, la RCA est le pays pionnier en matière d'aménagement au niveau de l'Afrique centrale. Grace au financement de l'Agence Française de Développement (AFD) et du Gouvernement Centrafricain à travers le « Fond Forestier » toutes les concessions forestières en exploitation sont dotées de plan d'aménagement forestier.

Le suivi de la mise en œuvre des plans d'aménagement et le contrôle des activités d'exploitation sont faits par l'Administration Forestière à travers la nouvelle Agence de Gestion Durable des Ressources Forestières (AGDRF) et les services déconcentrés du Ministère en charge des forêts qui sont présentement en place dans les préfectures.

Un dispositif unique de recherche forestière a été mise en place en RCA depuis plus de trente ans. Ce dispositif suivi par le CIRAD a permis de préciser le fonctionnement de l'écosystème forestier soumis à une pression anthropique et d'établir les paramètres biologiques utilisés dans tous les aménagements forestiers dans le Bassin du Congo.

Point 4 : les conséquences d'une disparition de la filière bois centrafricain

Dans une économie sinistrée par deux années de conflits politico-militaires, le secteur forestier industriel est une des rares filières de l'économie formelle ayant résisté à la crise politique et capable d'appuyer, à court terme, le redémarrage de l'économie nationale.

L'importance du secteur bois dans l'économie nationale se situe à plusieurs niveaux :

- Au niveau de l'emploi : le secteur forestier est le premier employeur privé de la RCA après la fonction publique avec plus de 4.000 emplois directs et 6.000 emplois indirects avant la crise de mars 2013.
- Au niveau du PIB : la part du secteur forestier dans le PIB depuis 2010 est de 10 % par an.
- Au niveau de l'économie nationale : le secteur forestier occupe une place prépondérante dans l'économie nationale avec 34 % des recettes budgétaires.
- Au niveau des populations riveraines : le versement d'une partie des taxes forestières aux Communes forestières pour leur programme de développement local.

On peut noter que, juste avant la crise, la filière bois industriel était le principal secteur d'exportations, en concurrence avec le secteur diamant. Il joue un rôle majeur pour l'équilibre de la balance des paiements, d'autant que les exportations sont principalement dirigées vers l'Europe et, en second lieu, la Chine qui sont aussi les principaux fournisseurs de la RCA.

Dans ce cadre, un appel à boycott des bois centrafricain sur les marchés internationaux ou une mise sous embargo aurait des conséquences politique, économique et sociale très lourdes car dans une économie sinistrée par deux années de conflits politico-militaires, le secteur forestier industriel est une des rares filières de l'économie formelle ayant résisté à la crise politique et capable d'appuyer à court terme le redémarrage de l'économie nationale.

Point 4 : Conclusion

Dans un souci de transparence, et puisque l'Union Européenne étant le principal acheteur de bois centrafricain, ce rapport est présenté ici pour rassurer le marché européen et les partenaires de la RCA des efforts du Gouvernement de la RCA dans la poursuite de sa politique en matière d'exploitation rationnelle de ses ressources forestières. Cette présentation est également destinée à prévenir, en cas de boycott du bois, le risque très fort de déstabilisation du Gouvernement de transition et de remise en cause du processus démocratique, de réconciliation nationale, actuellement en cours en République Centrafricaine.